



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**



Distr.
GENERALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/66/7
27 mars 2012

FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITE EXECUTIF
DU FONDS MULTILATERAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTREAL
Soixante-sixième réunion
Montréal, 16 – 20 avril 2012

**PLAN D'ACTIVITÉS GÉNÉRAL DU FONDS MULTILATÉRAL
POUR LA PÉRIODE 2012-2014**

Introduction

1. En date du 24 janvier 2012, les agences bilatérales et les agences d'exécution ont présenté au Secrétariat du Fonds les tableaux initiaux concernant leurs plans d'activités respectifs. Le Secrétariat a compilé les renseignements fournis et analysé les plans d'activités à la lumière des décisions prises en 2010 et 2011, plus précisément en lien aux décisions sur les plans d'activités pour la période 2010-2014 et aux lignes directrices sur les HCFC. Le Secrétariat et les agences bilatérales et d'exécution ont entamé leurs démarches de collaboration pour l'élaboration des plans d'activités lors de la réunion de coordination interorganisations tenue du 7 au 9 février 2012. Le Secrétariat a présenté une analyse complète des tableaux initiaux, en indiquant les modifications à apporter aux plans pour qu'ils soient conformes aux décisions pertinentes du Comité exécutif. Les tableaux du plan d'activités révisé et les analyses narratives ont été soumis, comme convenu, le 20 février 2012.

2. À sa 63^e réunion, le Comité exécutif a décidé que la durée du prochain plan d'activités devrait se limiter à la prochaine période triennale seulement, c'est-à-dire 2012-2014, et inclure du financement pluriannuel après 2014 (décision 63/5, alinéa f) ii)). Les plans des agences couvrent les années 2012 à 2014, mais ils comprennent également des activités d'accords pluriannuels (APA) prévues pour après 2014.

3. Un chiffrier comprenant les données compilées tirées des plans d'activités est à la disposition des membres du Comité exécutif et il figure à l'Annexe I au présent document sous forme de classeur Microsoft Excel.

4. Le présent document est composé des huit sections suivantes :

| | |
|---------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Section I: | Répartition des ressources dans les plans d'activités |
| Section II: | Accords pluriannuels (APA) et coûts usuels, incluant de nouvelles activités d'élimination du bromure de méthyle (BM) |
| Section III: | Activités de destruction des SAO |
| Section IV: | Activités d'élimination des HCFC |
| Section V: | Incidences des modifications découlant des décisions en vigueur du Comité exécutif sur les plans d'activités soumis |
| Section VI: | Indicateurs d'efficacité |
| Section VII: | Autres questions de politique |
| Section VIII: | Recommandations |

5. La Section IV sur les activités d'élimination des HCFC couvre également le secteur de la production de HCFC, les projets de démonstration, la préparation de projets connexes, les secteurs de l'entretien, des mousses et de la réfrigération, ainsi que les incidences climatiques des activités d'élimination des HCFC. Toutes les sections contiennent des observations sur les modifications proposées, qui sont résumées dans la Section V.

SECTION I: RÉPARTITION DES RESSOURCES DANS LE PLAN D'ACTIVITÉS

6. Le Tableau 1 présente les valeurs des activités incluses dans le plan d'activités, ventilées par année et classées entre les catégories « requis pour la conformité » et « non requis pour la conformité. Les valeurs indiquées dans le plan d'activités dépassent de 102,9 millions \$US le budget prévu pour la période 2012-2014.

Tableau 1

**RÉPARTITION DES RESSOURCES DANS LES PLANS D'ACTIVITÉS
SOU MIS AU COMITÉ EXÉCUTIF (2012-2014) (milliers \$US)**

| Requis/Non requis par le modèle | 2012 | 2013 | 2014 | Total |
|-----------------------------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Requis pour la conformité (APA et coûts usuels) | 93 650 | 106 927 | 74 502 | 275 078 |
| Requis pour la conformité (HCFC) | 98 015 | 96 872 | 70 334 | 265 222 |
| Non requis pour la conformité (destruction des SAO) | 9 508 | 2 931 | 0 | 12 439 |
| Non requis pour la conformité (ateliers sur le BM) | | 150 | | 150 |
| Total général | 201 172 | 206 880 | 144 837 | 552 889 |
| Budgets annuels et budgets prévus | 150 000 | 150 000 | 150 000 | 450 000 |
| Différence | 51 172 | 56 880 | -5 163 | 102 889 |

7. Les activités d'élimination des HCFC requises pour la conformité représentent la valeur la plus élevée du plan d'activités. La valeur des ressources requises pour ces activités s'élève à 265,2 millions \$US pour la période 2012-2014.

8. Bien que la destruction des SAO ne soit pas requise pour la conformité, le Comité exécutif a prévu un montant de 3 millions \$US pour l'exécution de telles activités dans les pays à faible volume de consommation (PFV), conformément à la décision XXI/2 de la vingt et unième Réunion des Parties, (décision 63/5, alinéa c)). Pour la période 2012-2014, la valeur prévue dans le plan d'activités pour la destruction des SAO dans les PFV est de 2,48 millions \$US. Par ailleurs, un montant de 9,96 millions \$US a aussi été demandé dans le plan d'activités pour des pays autres que les PFV, pour la période 2012-2014.

9. La dernière catégorie est consacrée aux activités qui ne sont pas requises aux fins de conformité (ateliers sur le bromure de méthyle). Cette activité, qui ne représente que 150 000 \$US en 2013, est l'organisation d'ateliers techniques régionaux pour l'adoption durable de technologies de remplacement au bromure de méthyle en Afrique. Le PNUE est convenu de reporter cette activité à 2013, en attendant les résultats de l'évaluation du secteur du bromure de méthyle par l'Administrateur principal chargé du suivi et de l'évaluation, compte tenu de la décision XXIII/14.

SECTION II: APA ET COÛTS USUELS, INCLUANT LES NOUVELLES ACTIVITÉS LIÉES AU BM

10. Le Tableau 2 indique les montants inclus dans le plan d'activités pour les activités requises aux fins de conformité : APA, BM, renforcement des institutions (RI) et Programme d'aide à la conformité (PAC). Il couvre également les coûts liés au Secrétariat, au Comité exécutif, au suivi et à l'évaluation et au Trésorier.

Tableau 2

**REQUIS POUR LA CONFORMITÉ POUR LES APA ET LES COÛTS USUELS (2012-2014)
INCLUANT LES NOUVELLES ACTIVITÉS LIÉES AU BM (milliers \$US)**

| Requis par le modèle | 2012 | 2013 | 2014 | Total |
|-----------------------------------------------------------------------|---------------|----------------|---------------|----------------|
| APA approuvés | 60 986 | 77 464 | 41 042 | 179 493 |
| Nouvelles activités liées au BM | | 109 | 0 | 109 |
| RI | 10,328 | 6,431 | 9,934 | 26,694 |
| PAC | 9 997 | 10 297 | 10 606 | 30 900 |
| Unité principale | 5 847 | 6 005 | 6 167 | 18 020 |
| Secrétariat, ExCom et coûts de S et E, moins ses homologues canadiens | 5 991 | 6 120 | 6 252 | 18 363 |
| Trésorier | 500 | 500 | 500 | 1 500 |
| Total (Requis pour la conformité des APA et des coûts usuels) | 93 650 | 106 927 | 74 502 | 275 078 |

11. La valeur associée aux APA pour la période 2012-2014 est de 170,29 millions \$US pour les activités d'élimination des HCFC, 5,98 millions \$US pour les activités d'élimination du BM, 1,3 million \$US pour une activité de production de CFC et 1,92 millions \$US pour des activités de production de BM. Les montants proposés pour les APA par les agences bilatérales et d'exécution dépassent de 2,29 millions \$US les soldes correspondants inscrits dans les dossiers du Secrétariat du Fonds. Les changements proposés par le Secrétariat modifieront les montants destinés aux APA dans les plans d'activités des agences afin de les harmoniser avec les chiffres dont dispose le Secrétariat du Fonds.

12. La valeur des nouvelles activités d'élimination du BM requises pour la conformité en 2013 s'élève à 109 000 \$US.

13. Les niveaux de financement pour le RI ont été approuvés jusqu'en 2015, conformément à la décision 61/43, alinéa b). À sa 63^e réunion, le Comité exécutif a décidé de maintenir les niveaux actuels de financement pour le renforcement des institutions aux fins de la planification des activités jusqu'au moment où une décision doit être prise sur les niveaux réels (décision 63/5, alinéa b)). Cette information a été incluse dans le plan d'activités jusqu'en 2014, puisque le Comité exécutif envisage de réviser le niveau de financement du RI d'ici 2015.

14. Bien que les niveaux de financement pour le RI et l'importance de présenter les demandes en temps opportun soient des facteurs connus, les agences d'exécution ont inclus dans leurs plans d'activités des valeurs pour le RI qui diffèrent de 495 539 \$US des montants admissibles au titre de la présente structure de financement pour la période 2012-2014, ainsi que des demandes pour des années où elles ne sont pas dues. Les changements proposés par le Secrétariat modifieront les plans d'activités des agences d'exécution pour ce qui est des dates de renouvellement du RI, en fonction des dernières approbations des demandes de RI et de la structure de financement actuelle.

15. Le PAC, les coûts de l'unité principale, les coûts du Secrétariat/Comité exécutif et du suivi et de l'évaluation, ainsi que les coûts du Trésorier seront probablement maintenus en fonction des taux d'augmentation convenus jusqu'ici. Les agences d'exécution ont inclus dans leurs plans d'activités des valeurs pour les coûts de l'unité principale qui diffèrent de 106 962 \$US des montants convenus jusqu'ici. Le PNUE a également inclus dans son plan d'activités une activité sur le PAC dont la valeur diffère de

156 \$US du montant convenu. Les changements proposés par le Secrétariat modifieront les plans d'activités des agences en fonction des montants convenus. De plus, après 2014, les coûts de l'unité principale seront retirés des plans d'activités.

SECTION III: ACTIVITÉS DE DESTRUCTION DES SAO

16. La vingt et unième Réunion des Parties a demandé au « Comité exécutif de continuer d'envisager de nouveaux projet pilotes dans les Parties visées à l'article 5, comme suite à la décision XX/7 et, dans ce contexte, d'étudier le coût d'un guichet unique, dans le cadre de ses activités de destruction actuelles, pour assurer l'exportation et l'élimination écologiquement rationnelles des substances qui appauvrissent la couche d'ozone en réserve assemblées dans les pays consommant un faible volume de ces substances si elles ne sont pas utilisables dans la Partie d'origine » (décision XXI/2, paragraphe 2).

17. Lors de sa 59^e réunion, le Comité exécutif a approuvé des fonds pour la préparation de projets de destruction des SAO et a demandé à l'« ONUDI de présenter deux demandes supplémentaires pour la préparation de projets pilotes pour la destruction des SAO, une pour l'Afrique et la seconde pour l'Asie occidentale, conformément à la décision 58/19, dans le cadre de son plan d'activités pour 2010 » (décision 59/10). Lors de sa 60^e réunion, le Comité a demandé aux agences de « retirer les nouvelles demandes de préparation de projets de destruction des SAO compris dans les plans d'activités, à l'exception de ceux exigés en vertu de la décision 59/10 et les demandes pour les pays ayant déjà été retenus lors de la 59^e réunion », et il a en outre demandé « aux agences bilatérales et d'exécution lors de la 61^e réunion de proposer un niveau de financement pour les activités [de destruction] des SAO dans les PFV à la lumière de la décision XXI/2 de la vingt et unième Réunion des Parties » (décision 60/5 alinéas g) et i)). À sa 63^e réunion, le Comité exécutif a décidé de déterminer une somme pour la destruction des SAO dans les pays à faible volume de consommation, conformément à la décision XXI/2, à hauteur de 3 millions \$US (décision 63/5, alinéa c)). À sa 64^e réunion, le Comité a décidé de demander aux agences d'exécution de présenter toutes les futures propositions de projets de démonstration sur la destruction des SAO dans les pays à faible volume de consommation devant être examinés par le Comité au plus tard à la 66^e réunion (décision 64/17). Les agences d'exécution ont retiré les activités qu'elles ne prévoient de soumettre qu'après la 66^e réunion. Le PNUD a couvert cette question dans l'analyse narrative de son plan d'activités.

18. Le Tableau 3 présente les projets de démonstration de la destruction des SAO et les projets d'assistance technique inclus dans les plans d'activités, en indiquant si la préparation de ces projets avait été approuvée jusqu'ici.

Tableau 3

**PROJETS DE DÉMONSTRATION DE DESTRUCTION DES SAO ET PROJETS
D'ASSISTANCE TECHNIQUE INSCRITS DANS LES PLANS D'ACTIVITÉS**

| Pays | Statut | Agence | Type | Titre | Préparation du projet approuvée | Valeur (000\$) en 2012 | PAO en 2012 | Valeur (000\$) en 2013 | PAO en 2013 |
|----------------------|--------------------------|--------|------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------|------------------------------|-------------------|---------------------------------|-------------------|
| Algérie | Autre que PFV | ONUDI | DEM | Projet de démonstration de destruction des SAO | Oui | 426 | 30,0 | 0 | |
| Brésil | Autre que PFV | PNUD | DEM | Démonstration de gestion et de destruction des stocks de SAO | Oui | 0 | 0,0 | 1 000 | 75,0 |
| Chine | Autre que PFV | Japon | DEM | Projet de démonstration de destruction des SAO (CFC) dans les appareils électriques | Oui | 1 000 | | | |
| Chine | Autre que PFV | ONUDI | DEM | Projet de démonstration de destruction des SAO | Oui | 1 303 | 91,8 | 0 | |
| Colombie | Autre que PFV | PNUD | DEM | Démonstration de gestion et de destruction des stocks de SAO | Oui | 1 209 | 75,0 | 0 | 0,0 |
| Inde | Autre que PFV | PNUD | DEM | Démonstration de gestion et de destruction des stocks de SAO | Oui | 0 | 0,0 | 1 419 | 100,0 |
| Liban | Autre que PFV | ONUDI | DEM | Projet de démonstration de destruction des SAO | Oui | 568 | 40,0 | 0 | |
| Nigeria | Autre que PFV | ONUDI | DEM | Projet de démonstration de destruction des SAO | Oui | 1 192 | 84,0 | 0 | |
| Turquie | Autre que PFV | ONUDI | DEM | Projet de démonstration de destruction | Oui | 1 845 | 130,0 | 0 | |
| Géorgie | PFV | PNUD | DEM | Démonstration de gestion et de destruction des stocks de SAO | Oui | 137 | 3,0 | 0 | 0,0 |
| Région: AFR | Régional | PNUE | PRP | Préparation d'un projet régional de destruction pour les PFV en Afrique avec l'ONUDI | | 75 | | | |
| Région: AFR | Régional | PNUE | TAS | Préparation d'un projet régional de destruction pour les PFV en Afrique avec l'ONUDI | | | | 132 | 10,0 |
| Région: AFR | Régional | ONUDI | PRP | Projet de démonstration de destruction des SAO – PRP | | 75 | 0,0 | 0 | |
| Région: ASP | Régional | Japon | DEM | Destruction des SAO | Oui | 1 000 | | | |
| Région: ASP | Régional | PNUE | PRP | Projet de destruction des SAO pour les PFV avec le Japon en coopération bilatérale | | | | | |
| Région: ECA | Régional | PNUE | TAS | Projet régional de destruction pour les PFV en Europe et en Asie centrale | | 132 | 10,0 | | |
| Région: ECA | Régional | ONUDI | DEM | Projet de démonstration de destruction des SAO | Oui | 426 | 30,0 | | |
| Région: LAC | Régional | PNUE | PRP | Préparation d'un projet régional de destruction pour les PFV en Amérique latine et dans les Caraïbes – avec l'ONUDI | | 30 | | | |
| Région: LAC | Régional | PNUE | TAS | Projet régional de destruction pour les PFV en Amérique latine et dans les Caraïbes – avec l'ONUDI | | | | 230 | |
| Région: LAC | Régional | ONUDI | PRP | Projet de démonstration de destruction des SAO – PRP | | 75 | 0,0 | 0 | |
| Région: WA | Régional | PNUE | PRP | Assistance technique pour la gestion des SAO indésirables - WA | | 15 | | | |
| Région: WA | Régional | PNUE | TAS | Assistance technique pour la gestion des SAO indésirables - WA | | | | 150 | |
| Total partiel | PFV | | | | | 1 966 | 43,0 | 512 | 10,0 |
| Total partiel | Autre que PFV | | | | | 7 542 | 450,8 | 2 419 | 175,0 |
| Total | | | | | | 9 508 | 493,8 | 2 931 | 185,0 |

19. Le plan d'activités prévoit 12,44 millions \$US pour des projets de démonstration de destruction des SAO, des projets d'assistance technique et des coûts connexes de préparation de projets devant permettre la destruction de 679,0 tonnes PAO. La préparation des projets s'élève à 270 500 \$US, ce qui donne des activités d'une valeur totale de 9,24 millions \$US en 2012 et 2,93 millions \$US en 2013. Les incidences climatiques de ces activités pourraient être équivalentes au potentiel de réchauffement du globe (PRG) des SAO détruites. Toutefois, comme aucun renseignement n'a été fourni sur les types de SAO à détruire, aucune analyse n'a été faite à cet égard.

20. La valeur des activités de destruction des SAO prévues dans le plan d'activités pour les PFV durant la période 2012-2014 est de 2,48 millions \$US, ce qui est inférieur au montant de 3 millions \$US établi par le Comité exécutif. En outre, un montant de 9,96 millions a aussi été demandé dans les plans d'activités pour des pays autres que les PFV, pour la période 2012-2014.

SECTION IV: ACTIVITÉS D'ÉLIMINATION DE HCFC

Secteur de la production de HCFC

21. Des activités dans le secteur de la production de HCFC d'une valeur de 129,66 millions \$US sont incluses dans les plans d'activités pour la période 2012-2014. Un montant de 390 000 \$US est prévu en 2012 pour la préparation de projets (phase I) en Argentine et en Inde et un autre montant de 1,21 million \$US est prévu pour 2014 pour la préparation de projets (phase II) en Chine, en Inde, au Mexique, en République populaire démocratique de Corée et au Venezuela (République bolivarienne de).

22. À sa 60^e réunion, le Comité exécutif a approuvé un montant de 147 millions \$US pour le secteur de la production durant la période 2010-2014 (décision 60/5, alinéa j).

Plan de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH)/préparation de projets d'élimination de HCFC

23. Le niveau total de financement de la préparation des projets pour la Phase I (275 000 \$US) et la Phase II (8,62 millions \$US) des PGEH est de 8,89 millions \$US pour la période 2012-2014. À sa 63^e réunion, le Comité exécutif a décidé que la préparation de projet pourrait être financée pour les activités de la Phase II et incluse dans les plans d'activités de 2012-2014 avant l'achèvement de la Phase I (décision 63/5, alinéa f i)).

24. Les agences d'exécution ont proposé dans leurs plans d'activités des montants qui dépassent de 2,16 millions \$US le plafond admissible pour la préparation des projets de PGEH, des projets de démonstration d'élimination de HCFC et des projets d'investissement pour l'élimination des HCFC, conformément aux décisions 55/13 et 56/16. Il a été convenu avec les agences d'exécution à la Réunion de coordination interinstitutions que les activités de préparation de projets ne seraient pas soumis plus de deux ans avant la fin de l'accord, sauf dans les cas où le Comité exécutif en a autorisé la soumission pour des projets de Phase II en 2014, pour les pays suivants, dont les PGEH ont été approuvés aux 63^e, 64^e et 65^e réunions: Bangladesh, Cameroun, Chili, Égypte, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jordanie, Liban, Malaisie, Mexique, Maroc et Viet Nam. Les modifications proposées par le Secrétariat réduiraient le niveau de financement et changeraient les dates de soumission, conformément aux décisions susmentionnées et à l'accord conclu avec les agences. Il convient de noter que les décisions ci-dessus portent sur la préparation de projets de la Phase I qui comprend également la préparation d'une stratégie générale et l'assistance technique pour la modification des systèmes de licences pour les mesures de réglementation des HCFC révisées par les Parties en 2007 (décision XIX/6 de la dix-neuvième Réunion des Parties). Ces directives, fondées sur la consommation de HCFC de 2007, n'ont pas été mises à jour en fonction des valeurs de base établies pour les HCFC. Le Comité exécutif est invité à envisager de demander au Secrétariat du Fonds de préparer, en coopération avec les agences d'exécution, des lignes directrices pour la préparation de PGEH pour la Phase II, à la lumière des observations formulées pendant la réunion.

Secteur de l'entretien des équipements à base de HCFC dans les PFV

25. Le niveau total de financement des projets relevant du secteur de l'entretien des équipements à base de HCFC dans les PFV est de 6,35 millions, représentant une réduction de 53,7 tonnes PAO pour la période 2012-2014.

26. À sa 60^e réunion, le Comité exécutif a déterminé des valeurs pour les PGEH de manière à ce que les activités se conforment aux mesures de réglementation de 2015 et de 2020, en fonction des valeurs de base prévues. À sa 62^e réunion, le Comité est convenu de fonder une élimination à 100 % sur une valeur au prorata du niveau de financement de 2020 en vue de réaliser une réduction de 35 % (décision 62/10). Les modifications proposées par le Secrétariat limiteraient les niveaux au plafond admissible établi pour les PFV, conformément à la décision 60/44, alinéa f) xii), pour le secteur de l'entretien des équipements à base de HCFC, en fonction de la réduction par rapport à la référence de base. Il en résultera une baisse de 400 844 \$US du niveau de financement de ces projets.

Secteur de l'entretien des équipements à base de HCFC dans des pays autres que les PFV

27. Le niveau total de financement des projets du secteur de l'entretien en réfrigération dans des pays autres que les PFV est de 15,92 millions \$US, représentant une réduction de 167,3 tonnes PAO pour la période 2012-2014. La décision 60/44, alinéa f) xv) établit le seuil de financement à 4,50 \$US/kilogramme métrique. Les modifications proposées par le Secrétariat limiteraient les niveaux de financement au plafond admissible établi pour le secteur de l'entretien en réfrigération dans des pays autres que les PFV, conformément à cette décision et réduirait de 923 262 \$US le niveau de financement de ces projets.

PGEH pour des pays autres que les PFV

28. Le niveau total de financement des PGEH dans des pays autres que les PFV est de 1,79 \$US, représentant une réduction de 85,7 tonnes PAO pour la période 2012-2014. Il n'y a aucune modification à apporter à cette catégorie, qui peut comprendre différents secteurs d'entretien et de fabrication.

Secteur général des mousses

29. Le niveau total de financement pour des projets dans le secteur des mousses est de 37,91 millions \$US, représentant une réduction de 447,7 tonnes PAO pour la période 2012-2014. La combinaison de l'étude sur le réapprovisionnement de 2008 et de la décision 60/44, alinéa f) fixe le seuil à 6,92 \$US/kilogramme métrique pour le secteur des mousses. Les modifications proposées par le Secrétariat limiteraient les niveaux de financement au montant maximal du seuil de coût-efficacité convenu et réduiraient de 4,24 millions \$US le niveau total de financement de ces projets.

Mousse de polystyrène extrudée (XPS)

30. Le niveau total de financement des projets de mousse XPS est de 6,53 millions \$US, représentant une réduction de 68,7 tonnes PAO. Par sa décision 62/12 alinéa c), le Comité exécutif a décidé de prendre en considération les projets d'élimination du HCFC-22/HCFC-142b dans la fabrication de mousse XPS lorsqu'il a été clairement démontré que, du fait des circonstances et des priorités nationales, ces projets sont nécessaires pour permettre la conformité aux mesures de réglementation de 2013 et 2015, et d'examiner tous les autres projets sur les mousses XPS après 2014. La combinaison de l'étude de réapprovisionnement de 2008 et de la décision 60/44 alinéa f) fixe le seuil de financement à 6,92 \$US/kilogramme métrique pour le secteur des mousses. Les modifications proposées par le Secrétariat limiteraient les niveaux de financement au montant maximal du seuil de coût-efficacité convenu et réduirait de 222 494 \$US le niveau total de financement de ces projets.

Mousse rigide

31. Le niveau total de financement des projets dans le secteur des mousses rigides, incluant le sous-secteur des mousses rigides d'isolation en réfrigération, est de 25,75 millions \$US, représentant une réduction de 303,6 tonnes PAO pour la période 2012-2014. La décision 62/13 établit à 7,83 \$US/kg le seuil du ratio coût-efficacité, avec un dépassement maximal de 25 % de ce seuil pour des solutions de remplacement à faible potentiel de réchauffement de la planète. Aucune modification n'est proposée pour cette catégorie.

Secteur des mousses de polyol prémélangé

32. Le niveau total de financement des projets du secteur des mousses de polyol prémélangé est de 1,4 million \$US, représentant une réduction de 14,6 tonnes PAO pour la période 2012-2014. Ce secteur relève des décisions 61/47 et 63/15, qui autorisent les pays à soumettre de tels projets lorsqu'une technologie applicable est disponible. La combinaison de l'étude de réapprovisionnement de 2008 et de la décision 60/44 alinéa f) a établi à 6,92 \$US/kilogramme métrique le seuil de coût-efficacité pour le secteur des mousses. Les modifications proposées par le Secrétariat limiteraient les niveaux de financement au montant maximal du seuil de coût-efficacité convenu et réduirait de 162 469 \$US le niveau total de financement de ces projets.

Secteur général de la réfrigération

33. Le niveau total de financement des projets dans le secteur de la réfrigération est de 28,96 millions \$US, représentant une réduction de 147,3 tonnes PAO pour la période 2012-2014. La combinaison de l'étude de réapprovisionnement de 2008 et de la décision 60/44 alinéa f) a établi à 10,65 \$US/kilogramme métrique le seuil de coût-efficacité pour le secteur de la réfrigération. Les modifications proposées par le Secrétariat limiteraient les niveaux de financement au montant maximal du seuil de coût-efficacité convenu et réduirait de 2,96 millions \$US le niveau total de financement de ces projets.

Solvants

34. Le niveau total de financement des projets d'élimination des HCFC dans le secteur des solvants est de 1,18 million \$US, représentant une réduction de 24,1 tonnes PAO au Mexique pour la période 2012-2014. Un PGEH a été approuvé pour le Mexique, en vue d'une réduction de 30 % en 2018. Comme le Mexique n'est plus admissible aux fins de financement pour la Phase I du PGEH, les modifications proposées par le Secrétariat réduiraient de 1,18 million \$US le niveau de financement de ces projets.

Projet d'assistance technique pour l'élimination des HCFC

35. Le plan d'activités de 2012 contient un projet mondial pour l'élaboration d'un « Guide pour l'établissement d'installations et de systèmes frigorifiques durables », d'une valeur de 282 500 \$US. Ce projet est examiné au titre du programme de travail du PNUD pour 2012 (UNEP/OzL.Pro/ExCom/66/23). Par ailleurs, un projet d'assistance technique pour la promotion de solutions de remplacement aux HCFC dans les secteurs de la climatisation dans des pays à haute température ambiante de la Région de l'Asie occidentale, a été inclus dans le plan d'activités pour la période 2012-2014 (150 000 \$US par année), ainsi que la préparation de projets, d'une valeur de 15 000 \$US en 2012. Le Comité exécutif est invité à déterminer s'il convient à l'heure actuelle de conserver dans le plan d'activités le projet de promotion de solutions de remplacement aux HCFC dans les secteurs de la climatisation dans des pays à haute température ambiante de la Région de l'Asie occidentale.

Nouveau pays sans données de consommation aux fins d'analyse

36. Le plan d'activités de 2012 contient une demande du Soudan du Sud, dont les données de consommation de HCFC n'ont pas été communiquées au Secrétariat de l'Ozone. La valeur de 150 000 \$US du PGEH a été incluse dans le plan d'activités pour la période 2012-2014.

Références pour les incidences climatiques du plan d'activités

37. La décision 60/5 alinéa o) iii) b. stipule que les agences d'exécution doivent préciser un niveau d'incidences climatiques des activités prévues dans le plan d'activités. Lors de la réunion de coordination interinstitutions, une méthodologie a été mise aux points, aux fins de planification, pour établir une référence de base des incidences climatiques. Pour le secteur de l'entretien en réfrigération, cette référence des incidences climatiques a été évaluée à 1,0 tonne PAO, soit 3 290 tonnes équivalent-CO₂. Ce niveau est fondé sur l'hypothèse qu'une réduction de 10 % du tonnage métrique entraînerait des avantages climatiques liés au PRG du HCFC-22 grâce à de meilleures pratiques d'entretien. Le PRG du HCFC-22 est de 1 810 unités équivalent-CO₂ par tonne, calculé selon le document « Changements climatiques 2007 : Groupe de travail I : Les éléments scientifiques (partie 2.5 du résumé technique : Forçage radiatif global net, potentiels de réchauffement de la planète et schémas de forçage) » du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat.

38. Dans le secteur de la fabrication, si la technologie de remplacement a été présentée, la référence de base des incidences climatiques équivaut à $(A * D) - (A * B * C)$ où :

- A = équivalent en tonne métrique du PAO total dans les plan d'activités;
- B = pourcentage du tonnage de la mise en œuvre progressive de la technologie de remplacement;
- C = potentiel de réchauffement du globe de la technologie de remplacement;
- D = potentiel de réchauffement du globe des HCFC remplacés.

Si aucune technologie de remplacement n'est connue au moment de la préparation du plan d'activités, il est tenu pour acquis qu'il n'y aura aucune incidence positive sur le climat. Aucun montant n'a été indiqué pour le secteur de la production, par conséquent aucune incidence climatique n'a été déterminée pour l'élimination graduelle de la production des HCFC; cependant l'élimination de la production du HCFC-22 permettrait d'éliminer les sous-produits du HFC-23 et aurait une incidence annuelle permanente sur le climat d'au moins 24,4 millions de tonnes équivalent-CO₂.

39. La référence de base des incidences climatiques sert uniquement à la planification, puisqu'elle repose seulement sur le tonnage des HCFC, des solutions de remplacement et de la mise en œuvre progressive de la technologie de remplacement. Les incidences climatiques sont calculées pour un an seulement et ne tient pas compte de la réduction permanent du PAO et du PRG. Les facteurs qui ont une répercussion sur la détermination des incidences climatiques, tels que le rendement énergétique, ne sont pas connus durant la phase de planification, et ne sont donc pas inclus dans les calculs. Le calcul des incidences climatiques dans le plan d'activités peut toutefois servir de référence dans l'analyse des propositions de PGEH. Le Tableau 4 donne les résultats des évaluations des incidences climatiques figurant dans le plan d'activités, ventilés par sous-secteur, et il montre que les plans peuvent entraîner une réduction annuelle permanente de 56,13 millions de tonnes équivalent-CO₂, dont 24,4 millions de tonnes équivalent-CO₂ provenant des émissions de HFC-23 éliminées grâce à l'élimination de la production du HCFC-22.

Tableau 4

**INCIDENCES CLIMATIQUES DES ACTIVITÉS D'ÉLIMINATION DES HCFC
DANS LE PLAN D'ACTIVITÉS DE 2012-2014
(EN MILLIONS DE TONNES ÉQUIVALENT-CO₂)**

| Sous-secteur | Valeur totale* du plan d'activités (milliers \$US) | Tonnage équivalent-CO ₂ (en millions) pour une année de réduction |
|-------------------------------------------------|----------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------|
| Pluriannuel approuvé | 241 791 | 23,62 |
| Mousses | 40 897 | 1,47 |
| Mousses de polyol | 1 459 | 0,13 |
| Mousses rigides | 30 305 | 2,30 |
| Mousses XPS | 6 530 | 2,37 |
| PGEH | 3 029 | 0,00 |
| Réfrigération Climatisation | 29 677 | 0,60 |
| Réfrigération - Assemblage | 109 | 0,00 |
| Réfrigération commerciale | 379 | 0,01 |
| Réfrigération commerciale & Climatisation | 528 | 0,01 |
| Réfrigération – entretien (PFV) | 11 821 | 0,36 |
| Réfrigération – entretien (pays autres que PFV) | 29 875 | 0,75 |
| Solvants | 1 178 | 0,09 |
| Total partiel de la consommation | 397 577 | 31,73 |
| Production de HCFC | 145 830 | 24,40 |
| Total | 543 407 | 56,13 |

*Comprend aussi les valeurs après 2014.

40. Le rapport coût-efficacité des activités de réduction des incidences climatiques est de 12,53 \$US/tonne équivalent-CO₂ pour le secteur de la consommation et de 5,98 \$US/tonne équivalent-CO₂ pour le secteur de la production. Pour l'ensemble du programme d'élimination des HCFC dans le plan d'activités, il est de 9,68 \$US/tonne équivalent-CO₂.

SECTION V: INCIDENCES DES MODIFICATIONS DÉCOULANT DES DÉCISIONS EN VIGUEUR DU COMITE EXECUTIF SUR LES PLANS D'ACTIVITÉS SOUMIS

41. La valeur du plan d'activités (201,17 millions \$US) dépasse de 51,17 millions \$US le budget établi pour 2012. Pour la période 2012-2014, la valeur du plan d'activités dépasse d'un total de 102,89 millions \$US le budget correspondant.

42. Une fois appliquées les modifications décrites plus haut, la valeur totale du plan d'activités de 2012-2014 est de 539,06 millions \$US, dépassant de 89,06 millions \$US le budget de 450 millions \$US prévu pour la même période, comme il est indiqué dans le Tableau 5.

Tableau 5

**RÉPARTITION DES RESSOURCES DANS LES PLANS D'ACTIVITÉS SOUMIS AU
COMITÉ EXÉCUTIF, APRÈS MODIFICATIONS DÉCOULANT DES DÉCISIONS
EN VIGUEUR DU COMITÉ EXÉCUTIF
(2012-2014) (milliers \$US)**

| Requis/Non requis par le modèle | 2012 | 2013 | 2014 | Total (2012-2014) | Total (2015 à 2020) | Total Après 2020 |
|-----------------------------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------------|---------------------------|---------------------|
| Requis pour la conformité (APA et coûts usuels) | 93 166 | 105 383 | 74 844 | 273 394 | 68 666 | 1 110 |
| Requis pour la conformité (HCFC) | 94 494 | 90 233 | 68 347 | 253 073 | 46 123 | 312 |
| Non requis pour la conformité (destruction des SAO) | 9 508 | 2 931 | 0 | 12 439 | 0 | 0 |
| Non requis pour la conformité (ateliers sur le BM) | | 150 | | 150 | 0 | 0 |
| Total général | 197 168 | 198 697 | 143 192 | 539 056 | 114 790 | 1 422 |
| Budgets annuels et budgets prévus* | 150 000 | 150 000 | 150 000 | 450 000 | | |
| Différence | 47 168 | 48 697 | -6 808 | 89 056 | | |

43. Le Tableau 6 montre les incidences des modifications par agence.

Tableau 6

**RÉPARTITION DES RESSOURCES DANS LES PLANS D'ACTIVITÉS SOUMIS AU
COMITÉ EXÉCUTIF, APRÈS MODIFICATIONS DÉCOULANT DES DÉCISIONS
EN VIGUEUR DU COMITÉ EXÉCUTIF (2012-2014) PAR AGENCE (milliers \$US)**

| Agence | 2012 | 2013 | 2014 | Total (2012-2014) | Total (2015 à 2020) | Total Après 2020 |
|----------------------|----------------|----------------|----------------|----------------------|------------------------|------------------------|
| France | | | | 0 | 38 | |
| Allemagne | 9 207 | 2 825 | 1 703 | 13 735 | 4 307 | 496 |
| BIRD | 62 280 | 81 066 | 57 908 | 201 254 | 32 955 | |
| Italie | 68 | | 79 | 147 | 141 | |
| Japon | 3 080 | 80 | 80 | 3 240 | 80 | |
| Espagne | 893 | | | 893 | 0 | |
| PNUD | 40 496 | 46 970 | 21 626 | 109 092 | 22 727 | 40 |
| PNUE | 21 997 | 24 484 | 21 954 | 68 435 | 23 564 | 886 |
| ONUDI | 52 656 | 36 653 | 33 088 | 122 397 | 30 977 | 0 |
| Total général | 190 676 | 192 077 | 136 439 | 519 192 | 114 790 | 1 422 |

44. Le Tableau 7 indique dans quelle mesure les activités relatives aux PGEH entraîneraient des engagements pendant et après la période de planification des activités pour 2012-2014. Les nouvelles activités prévues d'élimination de la consommation et de la production de HCFC durant le triennat s'élèvent à 115,84 millions \$US et à 128,06 millions \$US, respectivement.

Tableau 7

**ACTIVITÉS D'ÉLIMINATION DES HCFC SELON LES MODIFICATIONS
PROPOSÉES PAR LE SECRÉTARIAT
(milliers \$US)**

| | 2012 | 2013 | 2014 | 2012- 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | Après 2020 |
|------------------------------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|---------------|---------------|--------------|--------------|--------------|--------------|---------------|
| Consommation approuvée | 54 904 | 74 724 | 38 376 | 168 004 | 52 292 | 6 744 | 2 486 | 3 498 | 612 | 3 035 | 1 110 |
| Nouvelles activités d'élimination de la consommation | 53 918 | 43 347 | 18 576 | 115 841 | 8 671 | 9 058 | 4 967 | 844 | 3 074 | 621 | 312 |
| Production planifiée | 39 463 | 44 300 | 44 300 | 128 063 | 16 457 | 1 310 | | | | | |
| Total | 148 285 | 162 371 | 101 252 | 411 908 | 77 420 | 17 112 | 7 454 | 4 342 | 3 686 | 3 656 | 1 422 |

SECTION VI: INDICATEURS D'EFFICACITÉ

45. La décision 41/93 établit la série actuelle d'indicateurs d'efficacité pour les agences d'exécution. Les agences d'exécution ont fourni des cibles pour ces indicateurs d'efficacité dans leurs plans d'activités. Elles ont toutes indiqué dans leurs plans d'activités les efforts prévus pour aider les pays à se conformer aux mesures de réglementation du Protocole de Montréal. Le PNUE a inclus dans son plan des missions prévues dans des pays visés à l'article 5 et des services spéciaux du PAC pour aider les besoins qui en ont besoin pour parvenir à la conformité. Il explique aussi dans quelle mesure ses activités soutiennent celles d'autres agences.

46. L'Annexe II contient des renseignements sur les indicateurs d'efficacité historiques, demandées dans la décision 42/5. Le reste de l'annexe porte sur les indicateurs d'efficacité des projets d'investissement et des autres projets (2001-2005) ainsi que sur des indicateurs propres au PNUE.

SECTION VII: AUTRES QUESTIONS DE POLITIQUE

Dépassements du budget et répartition des tranches annuelles des PGEH

47. Les activités figurant dans les plans d'activités dépassent le budget général de 102,9 millions \$US, comme l'indique le Tableau 1, et de 89 millions \$US après ajustements comme l'indique le Tableau 5. Les deux tableaux montrent par ailleurs que les dépassements budgétaires ne sont pas répartis également entre les trois années du triennat, et que les chiffres des deux premières années dépassent de 150 millions \$US par an le niveau de réapprovisionnement, sachant que les ressources proviennent des contributions annoncées versées annuellement au Fonds. Le Comité exécutif devra donc approuver le financement à des niveaux inférieurs aux niveaux demandés dans les plans d'activités et pour les tranches annuelles de 2012 et 2013. Il en résulterait autrement une insuffisance de ressources par rapport aux demandes, si la situation n'est pas suivie de près, surtout pour l'année 2012 où, même après modifications par le Secrétariat du Fonds, les plans d'activités dépassent de 47,2 millions \$US le tiers de la valeur prévue pour le triennat (150 million \$US), comme l'indique le Tableau 5. Ce montant sera sans doute modifié par le montant de financement demandé pour les nouvelles activités requises aux fins de conformité, puisque l'élimination de la production de HCFC représente 39,5 millions \$US, l'élimination de la consommation de HCFC représente 53,9 millions \$US et les activités de destruction des SAO non requises pour la conformité en 2012 représentent 9,5 millions \$US.

48. Bien que des activités aient été approuvées dans le secteur de la consommation qui ont permis de déterminer la valeur du plan d'activités, il n'en est pas de même dans le secteur de la production, qui présente plus d'incertitude. Si tous les projets du secteur de la consommation étaient approuvés aux valeurs indiquées dans les plans d'activités modifiés, le niveau maximal de financement des activités du secteur de la production serait de 39,5 millions \$US. Si les activités du secteur de la production étaient approuvées aux valeurs indiquées dans les plans d'activités modifiés (128 millions \$US), les nouvelles activités dans le secteur de la consommation des HCFC durant le triennat 2012-2014, évaluées à 115,8 millions \$US, devront être réduites à 26,8 millions \$US pour cette même période. Le Comité exécutif est invité à suivre les résultats de la répartition des fonds proposée à la lumière des engagements approuvés pour assurer que les fonds prévus seront disponibles afin de répondre aux engagements dans les deux secteurs de la consommation et de la production de HCFC.

Demandes pour des pays qui ont réalisé une réduction de plus de 10% par rapport aux valeurs de référence pour les HCFC

49. Les lignes directrices sur les HCFC ont prévu que la Phase I réalisera au moins le gel de 2013 et la réduction requise de 10 % d'ici 2015; or de nombreuses activités approuvées ont dépassé la réduction de 10 % et plusieurs PFV ont même choisi une réduction de 35 % d'ici 2020. À sa 63^e réunion, le Comité exécutif a décidé de maintenir les activités dans le plan d'activités pour les pays qui ont déjà reçu des fonds pour éliminer plus de 10 % de la valeur estimative de leur référence de base/point de départ (décision 63/5 alinéa a) ii)). Le Tableau 8 présente des renseignements sur les nouvelles activités d'élimination des HCFC dans les plans d'activités qui visent une réduction de plus de 10 % de la valeur de référence du pays.

Tableau 8

ACTIVITÉS D'ÉLIMINATION DES HCFC DANS LE PLAN D'ACTIVITÉS DES PAYS VISANT UNE RÉDUCTION DE PLUS DE 10 % DES POINTS DE DÉPART CONVENUS

| Pays | Point de départ (tonnes PAO) | Tonnage de HCFC approuvé /convenu jusqu'ici (tonnes PAO) | Pourcentage du point de départ convenu (tonnes PAO) | Tonnage des nouvelles activités dans le plan d'activités modifié pour 2012-2014 (tonnes PAO) | Valeur des nouvelles activités dans le plan d'activités modifié pour 2012-2014 (milliers \$US) | Tonnage total des nouvelles activités en pourcentage de la référence de base |
|-----------------------------------------------------------------------|------------------------------|----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------|
| Sans les activités d'élimination des HCFC approuvées jusqu'ici | | | | | | |
| République populaire démocratique de Corée | S/O | S/O | S/O | 19,7 | 1 290 | 29,7% |
| Inde | S/O | S/O | S/O | 380,7 | 29 390 | 28% |
| Koweït | S/O | S/O | S/O | 83,2 | 8 333 | 20% |
| Libye | S/O | S/O | S/O | 13,0 | 1 028 | 14% |
| Afrique du Sud | S/O | S/O | S/O | 38,0 | 3 223 | 10,5% |
| Thaïlande | S/O | S/O | S/O | 235,0 | 29 127 | 25,3% |
| Tunisie | S/O | S/O | S/O | 8,0 | 679 | 21,6% |
| Yémen | S/O | S/O | S/O | 31,1 | 2 673 | 19,6% |
| Total partiel | | | | 808,7 | 75 743 | |
| Avec les activités d'élimination des HCFC déjà approuvées | | | | | | |
| Algérie | 31,0 | 2,4 | 7,74% | 12,9 | 1 630 | 55,0% |
| Argentine | 356,9 | 53,5 | 15,00% | 54,6 | 3 958 | 27,4% |
| Panama | 27,3 | 4,8 | 17,50% | 2,2 | 190 | 28% |

| Pays | Point de départ (tonnes PAO) | Tonnage de HCFC approuvé /convenu jusqu'ici (tonnes PAO) | Pourcentage du point de départ convenu (tonnes PAO) | Tonnage des nouvelles activités dans le plan d'activités modifié pour 2012-2014 (tonnes PAO) | Valeur des nouvelles activités dans le plan d'activités modifié pour 2012-2014 (milliers \$US) | Tonnage total des nouvelles activités en pourcentage de la référence de base |
|---------------------------|------------------------------|----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------|
| Philippines | 202,4 | 40 | 19,80% | 0,0 | 0 | 19% |
| Arabie saoudite | 1 464,10 | 179,4 | 12,30% | 169,2 | 14 396 | 27% |
| Soudan | 50,6 | 11,9 | 23,50% | 6,9 | 626 | 39,1% |
| République arabe syrienne | 156 | 12,9 | 8,27% | 98,5 | 2 125 | 85% |
| Turquie | 640,8 | 293,7 | 45,80% | 14,9 | 1 450 | 51,3% |
| Total partiel | | | | 359,2 | 24 375,0 | |
| Total général | | | | 1 167,9 | 100 118,0 | |

50. Huit pays ont des activités d'élimination de HCFC dans leurs plans d'activités dont le financement n'a pas encore été reçu et qui prévoyaient plus de 10 % de réduction de leur consommation de référence de HCFC. Ces activités sont évaluées à 75,7 millions \$US. Le Tableau 8 présente en outre des renseignements sur huit pays dont les activités d'élimination de HCFC ont déjà reçu leur financement (dont six pays dont ces activités représentent plus de 10 % de réduction de leur valeur de référence) et qui prévoient de nouvelles activités d'une valeur de 24,4 millions \$US dans leurs plans d'activités pour 2012-2014. Le Comité exécutif est invité à déterminer si les nouvelles activités d'élimination de HCFC représentant plus de 10 % de réduction de la valeur de référence devraient être retirées, maintenues, ou maintenues mais reportées après 2012, en attendant que soient résolues les exigences de conformité non respectées dans les plans d'activités, compte tenu du fait que ces plans d'activités contiennent des activités dont la valeur dépasse le budget du triennat.

Demandes pour des activités non requises pour la conformité

51. Le Tableau 5 montre qu'à la suite des modifications proposées par le Secrétariat, il reste des activités de destruction de SAO d'une valeur de 12,4 millions \$US qui ne sont pas requises pour la conformité, ainsi qu'un atelier sur le bromure de méthyle d'une valeur de 150 000 \$US également non requis aux fins de conformité. Il convient de noter qu'il est prévu de soumettre après 2012 une demande de financement de la destruction des SAO d'une valeur de 2,9 millions \$US, ainsi qu'une demande de 150 000 \$US pour le projet sur le bromure de méthyle. Le Comité exécutif est invité à déterminer si les activités non requises pour la conformité devraient être retirées, maintenues, ou maintenues mais reportées après 2012, en attendant que soient résolues les exigences de conformité non respectées dans les plans d'activités, en tenant compte des restrictions budgétaires soulevées par les activités requises pour la conformité.

SECTION VIII: RECOMMANDATIONS

52. Le Comité exécutif est invité:

- a) À entériner le plan d'activités général du Fonds multilatéral pour 2012-2014, modifié par le Secrétariat [et le Comité exécutif] et présenté dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/66/7, en notant que l'entérinement ne signifie ni l'approbation des projets indiqués dans le plan, ni l'approbation de leur financement ou de leur tonnage, et que le Comité doit encore déterminer s'il convient :
 - i) de modifier les plans d'activités selon les propositions du Secrétariat;

- ii) de maintenir, pour le moment, un projet de promotion des solutions de remplacement aux HCFC dans les secteurs de la climatisation dans les pays à haute température ambiante de l'Asie occidentale, dans le plan d'activités pour 2012;
 - iii) de retirer, de maintenir ou de maintenir en reportant après 2012, les nouvelles activités d'élimination des HCFC qui dépassent la réduction de 10 % des valeurs de référence, en attendant que soient résolue la question des activités requises aux fins de conformité dans les plans d'activités, compte tenu du fait que les plans d'activités contiennent des activités qui dépassent le budget prévu pour le triennat;
 - iv) de retirer, de maintenir ou de maintenir en reportant après 2012, les activités non requises pour la conformité, en attendant que soient résolue la question des activités requises aux fins de conformité dans les plans d'activités;
- b) à envisager de demander au Secrétariat du Fonds de préparer, en coopération avec les agences d'exécution, des lignes directrices pour la Phase II du plan de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH), à la lumière des observations formulées durant la réunion; et
- c) à suivre les résultats de la répartition des ressources, à la lumière des engagements approuvés, pour assurer que le financement prévu sera disponible afin de respecter ces engagements dans les deux secteurs de la consommation et de la production de HCFC.

Annex II

HISTORICAL PERFORMANCE INDICATORS

This annex presents the following tables:

- a) Proposed 2012, and Actual 2011, 2010, 2009 and 2008 Business Plan Performance Indicators. 2007 and 2006 data will be available upon request;
- b) Quantitative Performance Indicators (2004 and 2005);
- c) Investment Project Performance Indicators (2001-2005);
- d) Non-investment Project Performance Indicators (2001-2005); and
- e) Proposed 2012, and Actual 2011, 2010, 2009, 2008 and 2007 Performance Indicators for UNEP's Compliance Assistance Programme (CAP). 2006 data will be available upon request.

A: PROPOSED 2012 AND ACTUAL 2011, 2010, 2009 AND 2008 BUSINESS PLAN PERFORMANCE INDICATORS BY AGENCY

| Item | UNDP 2008 | UNDP 2009 | UNDP 2010 | UNDP 2011 | UNDP 2012 | UNEP 2008 | UNEP 2009 | UNEP 2010 | UNEP 2011 | UNEP 2012 | UNIDO 2008 | UNIDO 2009 | UNIDO 2010 | UNIDO 2011 | UNIDO 2012 | World Bank 2008 | World Bank 2009 | World Bank 2010 | World Bank 2011 | World Bank 2012 |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|----------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| Number of annual programmes of multi-year agreements approved vs. those planned | 39 | 40 | 49 | 38 | 16 | 35 | 56 | 105 | 81 | 21 | 30 | 28 | 25 | 44 | 34 | 21/21 | 14/14 | 8 | 8/8 ¹ | 4/4 |
| Number of individual projects/activities (investment projects, RMPs, halon banks, TAS, institutional strengthening) approved vs. those planned | 24 | 12 | 51 | 21 | 15 | 56 (excl. CAP) | 88 | 88 | 79 | 62 | 55 | 20 | 36 | 12 | 9 | 6/6 | 7 | 3 | 3/3 | 5/5 |
| Milestone activities completed (e.g. policy measures, regulatory assistance)/ODS levels achieved for approved multi-year annual tranches vs. those planned | 27 | 36 | 10 | 2 | 12 | 20 | 51 | 26 | 3 | 3 | 19 | 26 | 13 | 6 | 14 | 21/21 | 14 | 5/5 | 2/2 ² | 3/3 |
| ODS phased-out for individual projects vs. those planned per progress reports (ODP tonnes) | 1,888 | 633 | 250.5 | 1.7 | 892.7 | 0 | 0 | 0 | 13.3 | 2.1 | 762.9 | 155.2 | 311.8 | 594 | 0 | 253 | 229 | 240.3 | 697 ³ | 13.6 |

¹ Following the recommendation of the Secretariat, sub-sectors under one HPMP are not counted separately, even if they are under different agencies.

² Another 8 MYAs are under implementation and being supervised by the Bank for sustainable phase-out, for which funding is not requested.

³ This figure is based on the 2009 progress report, following the Secretariat's recommendation.

| Item | UNDP 2008 | UNDP 2009 | UNDP 2010 | UNDP 2011 | UNDP 2012 | UNEP 2008 | UNEP 2009 | UNEP 2010 | UNEP 2011 | UNEP 2012 | UNIDO 2008 | UNIDO 2009 | UNIDO 2010 | UNIDO 2011 | UNIDO 2012 | World Bank 2008 | World Bank 2009 | World Bank 2010 | World Bank 2011 | World Bank 2012 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|---------------|--------------|--------------|--------------|-----------------|-------------------|------------------|-------------------|--------------------|----------------------------------------|----------------------------------------|----------------------------------------|----------------------------------------|----------------------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| Project completion (pursuant to Decision 28/2 for investment projects) and as defined for non-investment projects vs. those planned in progress reports | 61 | 98 | 87 | 28 | 32 | 86 | 86 | 33 | 26 | 33 | 19 | 13 | 14 | 19 | 3 | 8 ⁴ | 6 ⁵ | 5 ⁶ | 5 ⁷ | 8/8 |
| Number of policy/regulatory assistance completed vs. that planned | 4/6 (67%) | 1/1 (100%) | 100% | N/A | tbd | 64 countries | 100% ⁸ | 109 countries | 100% ⁹ | 100% ¹⁰ | 9 | N/A | N/A | N/A | N/A | 12/12 | 100% | 100% | 100% | 100% |
| Speed of financial completion vs. that required per progress report completion dates | On time | On time | On time | On time | On time | On time | On time | On time | On time | On time | 12 months after operational completion | 11 months |
| Timely submission of project completion reports vs. those agreed | On time | On time | On time | On time | On time | On time | On time | On time | On time | On time | On time | On time | On time | On time | On time | 100% | 100% | 100% | 100% | 100% |
| Timely submission of progress reports and responses unless otherwise agreed | On time | On time | On time | On time | On time | On time | On time | On time | On time | On time | On time | On time | On time | On time | On time | 100% | 100% | 100% | 100% | 100% |

⁴ Represents the number of projects expected to be completed in 2008, which will lead to an expected phase-out of 253 ODP tonnes.

⁵ Includes two investment projects, three institutional strengthening projects, and one technical assistance project.

⁶ Includes one investment project, two institutional strengthening projects, and two technical assistance projects.

⁷ This figure is based on the 2009 progress report, following the Secretariat's recommendation.

⁸ 100% of countries listed in Annex I of UNEP's business plan narrative either received assistance or assistance was offered

⁹ 100% of countries listed in the annex of UNEP's business plan narrative either received assistance or assistance was offered

¹⁰ 100% of countries listed in the annex of UNEP's Business Plan narrative either received assistance or assistance was offered

B: QUANTITATIVE PERFORMANCE INDICATORS (2004 and 2005)

| Item | UNDP 2004 | UNDP 2005 | UNEP 2004 | UNEP 2005 | UNIDO 2004 | UNIDO 2005 | World Bank 2004 | World Bank 2005 |
|------------------------------------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|-----------------------|-----------------------|---------------------------------|----------------------------|
| Multi-year tranches approved | 19 | 12 | 3 | 4 | 18 | 28 | 18 | 18 |
| Individual projects/ activities approved | 25 | 32 | 19 | 25 | 11 | 31 | 5 | 7 |
| Milestone activities completed | 12 | 15.5 | N/a | 3 | 14 | 17 | 15 | 19 |
| ODS phased-out for individual projects in ODP tonnes | 2,579 | 1,288 | 0 | 20 | 4,790.6 | 1,654 | 4,961 | 2,277 |
| Project completion | 97 | 42 | 8 | 24 | 84 | 28 | 40 | 44 |
| Policy/ regulatory assistance completed | N/a | N/a | 2 | 63 | 15 | 11 | All targets in annual phase-out | N/a |
| Speed of financial completion | 88 of 104 (85%) | 174 | 19 of 34 (56%) | 12 of 49 (24%) | 9.3 months | 8 months | 12 months | 9 months |
| Timely submission of project completion reports | 97% | 111 | 100% | On Time | 100% | On Time | 84% | On Time |
| Timely submission of progress reports | On Time | On Time | On Time | Not On Time | On Time | On Time | On Time | On Time |

C: INVESTMENT PROJECT PERFORMANCE INDICATORS (2001-2005)

| ITEM | UNDP 2005 | UNDP 2004 | UNDP 2003 | UNDP 2002 | UNDP 2001 | UNIDO 2005 | UNIDO 2004 | UNIDO 2003 | UNIDO 2002 | UNIDO 2001 | World Bank 2005 | World Bank 2004 | World Bank 2003 | World Bank 2002 | World Bank 2001 |
|------------------------------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|-------------------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| ODP phased out | 1,663 | 6,200 | 5,871 | 4,582 | 5,997 | 1,544.64 | 5,545.52 | 6,096 | 2,890 | 2,480 | N/A | 21,812.59 | 17,395 | 16,139 | 6,340 |
| Funds disbursed | 26,601,892 | \$31,240,209 | \$24,483,520 | \$29,320,118 | \$33,358,056 | 31,840,094 | 31,963,576 | \$28,773,312 | \$28,747,215 | \$27,671,558 | N/A | 55,729,832 | \$65,083,377 | \$56,531,824 | \$40,175,452 |
| Project completion reports | 111 | 97% | 106% | 86.50% | 86.16% | 78 | 100% | 625% | 300% | 100% | N/A | 84% | 84% | 103% | 74% |
| Distribution among countries* | 14 | 28 | 18 | 18 | 22 | 23 | 18 | 14 | 19 | 24 | N/A | 12 | 11 | 11 | 10 |
| Timely submission of progress report | | N/a | On Time | On Time | N/a | | N/a | On Time | On Time | N/a | | N/a | On Time | On Time | N/a |
| Number of project completed in year of business plan | | N/a | 116 | 106 | N/a | | N/a | 54 | 46 | N/a | | N/a | 45 | 46 | N/a |
| Value of projects approved* | \$26,123,608 | \$24,422,808 | \$29,290,743 | \$37,661,853 | \$40,533,068 | 55,170,547 | 36,878,656 | \$23,624,603 | \$32,884,334 | \$28,436,163 | US \$68 million (excluding Support Costs) | \$82,629,695 | \$75,107,277 | \$62,531,489 | \$48,139,038 |
| ODP to be phased out* | 2,940 | 3,606.40 | 3,810 | 3,312.90 | 4,352 | 16,540.00 | 9,587 | 1,120 | 4,074 | 4,645.80 | 65,722.00 | 20,534 | 11,352 | 12,605.90 | 11,456 |
| Cost of project preparation | 1.44% | 3.61% | 1.60% | 2.54% | 1.10% | 0.86 | 2.01% | 3.64% | 3.28% | 2.73% | 0.40 | 0.16% | 0.64% | 0.43% | 1.26% |
| Cost-effectiveness | \$8.24 | \$6.27 | \$7.10 | \$10.35 | \$8.30 | 3.10 | \$3.58 | \$9.79 | \$7.28 | \$6.12 | 1.04 | \$3.74 | \$6.12 | \$4.57 | \$3.85 |
| Speed of first disbursement | 12.9 months | 12.91 months | 12.8 months | 12.8 months | 12.84 months | 8.97 months | 9.06 months | 9.2 months | 9.16 months | 9.29 months | 25 months | 26.02 months | 26 months | 26.28 months | 25.33 months |
| Speed of completion | 32.9 months | 32.41 months | 32.4 months | 32.7 months | 33.6 months | 32.98 months | 32.35 months | 31.7 months | 30.89 months | 29.85 months | 40 months | 40.88 months | 41 months | 41.35 months | 40.09 months |
| Net emission due to delays | 13,508 | 12,440 | 9,322 | 13,375 | 14,381 | 5,354.00 | 15,874 | 5,114 | 6,579.50 | 5,940 | 17,651.00 | 18,155 | 21,807 | 24,889 | 25,257 |

D: NON-INVESTMENT PROJECT PERFORMANCE INDICATORS (2001-2005)

| AGENCY | UNDP 2005 | UNDP 2004 | UNDP 2003 | UNDP 2002 | UNDP 2001 | UNEP 2005 | UNEP 2004 | UNEP 2003 | UNEP 2002 | UNEP 2001 | UNIDO 2005 | UNIDO 2004 | UNIDO 2003 | UNID O 2002 | UNID O 2001 | World Bank 2005 | World Bank 2004 | World Bank 2003 | World Bank 2002 | World Bank 2001 |
|----------------------------------------------------------------|----------------|-----------------|---------------|----------------|----------------|-----------------|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|-----------------|-----------------|----------------|-----------------|--------------------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| Number of Projects Completed | | | 22 | 11 | 8 | | | 69% of approve d | 66% of approve d | 62% of approve d | | | 16 | 13 | 3 | | | 5 | 2 | 1 |
| Funds Disbursed (US\$) | 3,224,34 3 | 2,488,37 4 | 3,693,81 6 | 2,167,50 8 | 1,684,70 2 | 10,855,43 3 | 54% of approve d | 72% of approve d | 68% of approve d | 68% of approve d | 1,387,90 5 | 1,353,86 1 | 1,201,98 3 | 775,24 4 | 461,38 5 | 1,221,96 4 | 813,59 9 | 2,246,33 7 | 546,53 3 | 281,715 |
| Speed until first disburseme nt | 11.5 months | 11.44 months | 11 months | 11.4 months | 10.5 months | 8.41 months | 8.49 months | 7.6 months | 7.3 months | 6.87 months | 8.95 months | 9.34 months | 9.4 months | 9.85 months | 9.15 months | 14 months | 14.58 months | 13.7 months | 12.05 months | 11.95 months |
| Speed until project completion | 35.4 months | 35.36 months | 35 months | 34.7 months | 35.1 months | 32.44 months | 31.8 months | 31 months | 30.4 months | 29.66 months | 31.93 months | 33.89 months | 33.7 months | 33.84 months | 33.66 months | 32 months | 30.39 months | 30 months | 28.85 months | 29.24 months |
| Timely submission of progress report | | N/a | On Time | On-time | N/a | | N/a | On Time | On Time | N/a | | N/a | On Time | On- time | N/a | | N/a | On Time | On- time | N/a |
| Policies initiated from non- investment activities | | N/a | 6 | 28 | 8 countries | | N/a | 21 countries | 11 countries | N/p | | N/a | 2 countries | 7 countries | Policie s in 2- 4 countries | | N/a | None | 1 countr y | 2 countrie s |
| Reduction in ODP from non- investment activities | | N/a | 0 | 1 | 125 tonnes | | N/a | 0 | 0 | N/p | | N/a | 45 | 0 | 65 tonnes | | N/a | 86.9 | 0 | 0 tonnes |

E: PROPOSED 2012, AND ACTUAL 2011, 2010, 2009 AND 2008 PERFORMANCE INDICATORS FOR UNEP'S COMPLIANCE ASSISTANCE PROGRAMME (CAP)

| Performance Indicator | UNEP 2007 target | UNEP 2008 target | UNEP 2009 target | UNEP 2010 target | UNEP 2011 target | UNEP 2012 target |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Efficient follow-up to regional network/thematic meetings | 100 % implementation rate | 100 % implementation rate | 90 % implementation rate | 90 % implementation rate | 90 % implementation rate | 90 % implementation rate |
| Effective support to NOUs in their work, particularly guidance to new National Ozone Units (NOUs) | 7 such ways/means/products/services | 7 such ways/means/products/services; All new NOUs receive capacity building support | 7 such ways/means/products/services; All new NOUs receive capacity building support | 7 such ways/means/products/services; All new NOUs receive capacity building support | <ul style="list-style-type: none"> ▪ 7 such ways/means/products/services; ▪ All new NOUs receive capacity building support. ▪ 10 additional countries submit CP reports using the Multilateral Fund Secretariat's online data reporting system | <ul style="list-style-type: none"> ▪ 7 such ways/means/products/services; ▪ All new NOUs receive capacity building support. ▪ 10 additional countries submit CP reports using the Multilateral Fund Secretariat's online data reporting system |
| Assistance to countries in actual or potential non-compliance (as per MOP decisions and/or as per reported Article 7 data and trend analysis) | All such countries | All such countries | All such countries | All such countries | All such countries | All such countries |
| Innovations in production and delivery of global and regional information products and services | 7 such products and services | 7 such products and services | 7 such products and services | 7 such products and services | 7 such products and services | 7 such products and services |
| Close cooperation between CAP regional teams and bilateral and multilateral implementing agencies working in the regions | 5 in each region | 5 in each region | 5 in each region | 5 in each region | 5 in each region | 5 in each region |
